



Actu

**Incertitude sur l'expansion française**

philippe wenger

692 mots

1 décembre 2018

Investir-Le Journal des Finances

INVTIR

06

2343

Français

© 2018 Investir.

L'activité se dégrade dans l'Hexagone. La consommation a été pénalisée par les blocages routiers et la confiance des ménages recule. La pression fiscale pénalise plus que jamais la France.

Le mouvement des « gilets jaunes » a eu un impact marqué sur le déroulement de ce qui est devenu en Europe un événement majeur : le black friday. Venue des Etats-Unis, cette braderie qui intervient quelques semaines avant les fêtes de fin d'année permet aux ménages d'acheter leurs cadeaux de Noël avec des rabais. Ce week-end-là est suivi du cyber monday avec des offres commerciales exclusivement sur Internet.

Effritement du moral

Concrètement, la fréquentation des centres commerciaux a chuté au cours de ce week-end (- 6 %), particulièrement le samedi (- 14,9 %), journée de forte mobilisation, selon les estimations du **Conseil national des centres commerciaux**.

Il est difficile de mesurer l'impact exact, car le rebond de la fréquentation le dimanche a limité les pertes et le Web a certainement permis de compenser une part des ventes avortées. Toutefois, ces tensions interviennent dans un mouvement marqué de recul de la confiance des Français. « Les manifestations citoyennes du mouvement des "gilets jaunes" ont fait sentir leurs premiers effets dans les enquêtes de confiance des consommateurs de novembre, qui a atteint son plus bas niveau depuis le début 2015 », jugent les analystes d'ING. Pis, les intentions d'achats sont affectées, alors même que les chiffres de consommation pour octobre, publiés ce vendredi, montraient un rebond.

Difficile de faire croire que les « gilets jaunes » sont responsables de tous les maux de la terre. Ils sont, en revanche, un excellent baromètre de ce que ressentent beaucoup de Français. Selon une étude de BNP Paribas Personal Finance, « la moitié des foyers français ne se sent pas à l'aise avec ses revenus depuis six ans ».

Cette évolution s'explique par une augmentation du poids des charges contraintes (essence, chauffage, électricité...) de 59 % à 61 % des revenus des Français. Pour les ménages percevant moins de 1.300 €, la hausse est encore plus nette (de 66 % à 69 %), d'où ce sentiment d'appauvrissement. Et ce n'est pas le maintien de la hausse de la taxe carbone au 1 janvier 2019 qui changera cette situation, malgré les annonces, mardi, du président de la République (lire l'encadré ci-contre).

Il est vrai que la France est devenue le pays dans lequel les prélèvements obligatoires (PO) sont le plus élevés d'Europe à 48,4 % du produit intérieur brut (PIB), contre une moyenne de 40,2 % pour l'Union européenne (UE), selon Eurostat. Mais « les ressources sociales représentent plus de la moitié des prélèvements obligatoires (18,8 % du PIB, contre 13,3 % dans l'UE) », tempère le syndicat Solidaires finances publiques.

Retraites publiques

Les PO sont plus faibles dans les pays où les systèmes de santé et de retraite sont, au moins partiellement, privés, pris en charge par des fonds de pension ou des compagnies d'assurances, insiste le syndicat Solidaires. Or, ces prélèvements privés ne sont pas des prélèvements obligatoires, ils ne sont donc pas comptabilisés comme tels dans les comparaisons internationales. L'OCDE estime d'ailleurs à propos de la

France que « le seul taux de prélèvements obligatoires ne peut résumer l'impact de la fiscalité sur la compétitivité ». Certes, mais il peut influencer directement sur le ressenti des ménages. Tout comme la mise en place effective du prélèvement de l'impôt sur le revenu à la source, début janvier, pourrait miner le moral des salariés.

C'est un sujet, car l'actuel tassement conjoncturel transparaît déjà dans l'évolution des défaillances d'entreprises. Le rebond constaté au troisième trimestre s'est confirmé en octobre (+ 2,2 %), prévient l'assureur crédit Euler Hermes. La baisse continue depuis 2015 est donc achevée. En cause : le ralentissement de la demande des ménages, la contraction des marges des entreprises et l'allongement des délais de paiement ! Plus que jamais, l'économie française a besoin de carburant. Encore faut-il que les baisses d'impôts, suggérées par le président Emmanuel Macron, n'arrivent pas trop tard.

philippe wenger

Document INVTIR0020181203eec100008